



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 6 janvier 2021**

Textes

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Capitaine Agba Mazalo, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

Nous commençons cette conférence de presse par souhaiter, au nom du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine et de la MINUSCA, nos meilleurs vœux au peuple centrafricain. Pour que 2021 soit une année de paix et stabilité dans le pays.

Le lundi 4 janvier, quatre hauts responsables de l'Union africaine (UA), de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), des Nations Unies et de l'Union européenne ont publié une déclaration conjointe sur les élections en République Centrafricaine.

Dans cette déclaration, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'Ambassadeur Smaïl Chergui, le Président de la Commission de la CEEAC, l'Ambassadeur Gilberto Da Piedade Veríssimo, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, et le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, prennent note des résultats provisoires du premier tour de l'élection présidentielle du 27 décembre proclamés par l'Autorité Nationale des Elections (ANE), ce 4 janvier 2021. Ils rappellent qu'il appartiendra à la Cour Constitutionnelle de la République centrafricaine de proclamer les résultats définitifs et à l'ensemble des acteurs politiques de respecter les décisions de la Cour.

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne prennent également note des rapports préliminaires des missions nationales et internationales d'observation électorale. Ils relèvent que les citoyens centrafricains ont démontré leur détermination à exercer leur droit de vote, malgré les nombreux obstacles. Ils réitèrent leur appel à tous les acteurs politiques pour qu'ils règlent tout contentieux électoral de manière pacifique et en conformité avec les lois et la Constitution de la République centrafricaine. Ils appellent le gouvernement centrafricain et l'ensemble de la classe politique à privilégier un dialogue politique inclusif, ouvert, constructif et crédible pour promouvoir la stabilité nationale.

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne condamnent fermement les discours et communiqués de désinformation, de haine et d'incitation à la violence, y compris contre le personnel international, ainsi que les violences perpétrées par certains groupes armés visant à compromettre le processus électoral. A cet égard, les hauts responsables des organisations partenaires invitent les autorités centrafricaines à ouvrir des enquêtes pour traduire en justice les responsables et commanditaires de telles violences qui ont malheureusement coûté la vie à des populations civiles, des travailleurs humanitaires, des forces nationales de défense et de sécurité, ainsi que des casques bleus. Ils condamnent fermement les attaques contre la MINUSCA.

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne condamnent aussi les violations par certains groupes armés de leurs engagements au titre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République centrafricaine, et exhortent toutes les parties signataires à honorer pleinement leurs engagements, en particulier la cessation des hostilités. Ils les invitent à relancer le processus de paix, notamment en privilégiant la concertation, le respect strict des engagements et la redevabilité, car l'impunité n'est pas une option viable.

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne réaffirment leur solidarité et leur soutien continu au peuple centrafricain dans ses efforts de consolidation de la paix et de la démocratie, ainsi que de stabilisation, de réconciliation et de développement durables, en étroite collaboration avec les autres partenaires de la République centrafricaine.

Ce mardi, la MINUSCA a rendu hommage à cinq de ses casques bleus disparus récemment. Il s'agit du sergent Mohammed IBRAHIM, des Forces armées bangladaises, décédé des suites d'une courte maladie, de l'adjudant Halidou Koué NASSOUROU, membre des Forces armées camerounaises, mort dans un accident de la route alors que son véhicule sécurisait un convoi sur l'axe Bangui-Bossembélé ainsi que de l'adjudant-chef Linère NIBIGIRA, du caporal-chef Patient NIYONKWIZERA et du caporal-chef Eric NTUNZWENIMANA, membres des Forces de Défense Nationale burundaise, morts à Dékoa, le 25 décembre dernier, lors de combats contre les combattants des groupes armés coalisés.

Dans son discours, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RCA, Mankeur Ndiaye, a indiqué – je cite – *“les dépouilles de ces soldats de maintien de la paix sont, s'il le fallait encore, un témoignage de l'engagement ferme de la MINUSCA et des Nations unies aux côtés du peuple et du gouvernement centrafricains qui se battent pour restaurer la paix et la stabilité dans ce pays qui n'a que trop longtemps souffert des affres de la guerre”*.

“Ils sont morts pour que la population centrafricaine puisse vivre dans la sécurité et la dignité, puisse exercer son devoir citoyen de vote dans un contexte hautement dangereux, volatile et exacerbé par la pandémie du COVID-19 malgré la fragilité économique et sanitaire qui frappe toujours la République centrafricaine. Ils auront payé le prix de leur engagement et de notre idéal

à tous : faire de ce monde, de ce pays, un endroit meilleur”, a ajouté le Représentant spécial du Secrétaire général.

La Ministre de la Défense nationale et de la reconstruction de l’armée, Marie-Nöelle Koyara, ainsi que le Chef d’Etat-major Général des Forces Armées centrafricaines, Général Zéphyrin Mamadou, ont pris part à la cérémonie. Au nom du Président de la République, la ministre de la Défense nationale a remis, à titre posthume, la médaille de chevalier dans l’Ordre national de la reconnaissance centrafricaine aux trois casques bleus burundais.

DROITS DE L’HOMME

- Au cours de la période entre le 29 décembre 2020 et le 5 janvier 2021, la Division des Droits de l’Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté et vérifié 33 incidents d’abus et de violations des droits de l’homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 57 victimes (48 hommes, cinq femmes, un garçon, un mineur non identifié, et deux groupes de victimes collectives). La Mission a observé une diminution du nombre d’incidents et de victimes comparativement à la semaine précédente (57 incidents et 96 victimes). Par contre, le nombre de préfectures touchées par les violations passe de six à huit : Nana-Mambéré, Nana-Gribizi, Haute-Kotto, Ouaka, Haut-Mbomou, Ombella-Mpoko, Bamingui-Bangoran et Ouham-Pendé.

Les abus et violations documentés sont des cas de meurtre (quatre cas et quatre victimes), menaces de mort (neuf cas et 14 victimes), viol (1 cas et une victime), atteinte à l’intégrité physique (huit cas et 26 victimes), détention arbitraire (deux cas et deux victimes), privation arbitraire de liberté (trois cas et quatre victimes), destruction et pillages (quatre cas et quatre victimes) ainsi que des cas de recrutement et utilisation d’enfants (un cas et une victime collective).

Les auteurs sont les anti-Balakas (huit incidents avec neuf victimes), la coalition MPC-FPRC (six incidents et neuf victimes), l’UPC (cinq incidents et neuf victimes), le FPRC (trois incidents et 17 victimes), la coalition des groupes armés (deux incidents avec deux victimes), le 3R (un incident affectant une victime), le MPC (un incident et une victime), la coalition FPRC-UPC-anti-Balakas (un incident avec une victime) et la coalition UPC-anti-Balakas (un incident avec trois victimes). Les agents de l’Etat sont auteurs de cinq incidents affectant cinq victimes.

PROCESSUS ÉLECTORAL

- En vue des prochains scrutins, le Préfet de la Haute-Kotto a présidé une réunion du comité préfectoral de sécurisation des élections sur l’amélioration et une meilleure efficacité du Plan Intégré de Sécurisation des Elections (PISE) dans la préfecture et les leçons apprises. Les sous-préfets de Ouadda et Yalinga, les chefs des Forces de sécurité intérieure (FSI) et le Chef du Bureau de la MINUSCA à Bria et son équipe ont pris part à cette rencontre.

Dans le cadre du monitoring du climat sécuritaire post-électoral, la division des Affaires civiles de la MINUSCA à Bria a rencontré les leaders communautaires et des jeunes pour les rassurer de la

détermination de la Mission à protéger ceux qui s'engagent démocratiquement pour la paix. Des actes de violences ont été perpétrés contre des électeurs au lendemain des élections par des éléments de groupes armés.

L'unité Genre de la Mission poursuit les consultations avec les organisations de femmes leaders et les associations féminines dans la Haute-Kotto afin d'évaluer la participation des femmes au processus électoral et formuler des propositions sur l'implication effective des femmes dans les processus de paix et sécurité en RCA, dans le cadre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire a été relativement tendue la semaine passée, particulièrement dans l'est du territoire centrafricain, suite aux attaques de la coalition des groupes armés sur les FACA, les FSI et la MINUSCA ayant pour objectif de perturber les opérations électorales. La FORCE de la MINUSCA a mobilisé tous ses moyens humains et matériels pour assurer le transport vers Bangui du matériel électoral depuis les 127 démembrements tout en maintenant le dispositif sécuritaire mis en place pour assurer la protection des populations civiles et l'appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines pour faire face à l'offensive lancée par la coalition.

A l'est, les opérations de sécurisation du processus électoral se sont poursuivies avec la récupération et l'acheminement des urnes et plis scellés des votes depuis AM DAFFOCK où était déployé un détachement du contingent zambien. La situation sécuritaire a été marquée par les incidents à BAKOUMA, puis à Bangassou en fin de semaine. A Bakouma, les positions FACA et FSI ont fait l'objet d'une attaque par les éléments armés coalisés, le contingent marocain est intervenu en appui, et a pu procéder à l'exfiltration de 25 militaires vers Bangassou le 29 décembre 2020. Le dimanche 03 décembre, aux premières lueurs de l'aube, les éléments armés ont lancé une attaque sur les positions FACA au niveau de Bangassou, provoquant la fuite des populations civiles. Les casques bleus marocain sont encore intervenus en appui aux FACA, et ont engagé les éléments armés. En ce moment, malgré la présence d'éléments armés dans les faubourgs de la ville, Bangassou est sous le contrôle de la MINUSCA, comme en atteste ces images de casques bleus opérant des patrouilles pour sécuriser la population. Des patrouilles robustes sont conduites de jour comme de nuit dans les localités de ZEMIO, OBO, BANGASSOU, AGOUMAR, IPPY entre autres afin de dissuader toute tentative d'activités illégales au détriment des populations par les groupes armés.

Au centre du pays, la situation sécuritaire a connu une légère accalmie par rapport à la semaine précédente, mais reste volatile du fait des tensions intercommunautaires observées à certains endroits et liés en parties aux activités de transhumance. Des patrouilles robustes ont été conduites sur les différents axes afin de dissuader les tentatives de déstabilisation de l'environnement sécuritaire et pour assurer la protection des populations civiles. Ce fut le cas avant-hier à Ndélé où dans les cinq minutes suivant le déclenchement d'une alarme les casques bleus bangladais se sont rendus au siège du bureau de la croix rouge et ont mis en fuite les

éléments armés qui tentaient d'y commettre un vol. Ces groupes armés ont essayé également de contourner nos positions sur les axes en utilisant les corridors de transhumance et n'ont pas hésité à se servir de la population comme bouclier comme à Grimari où depuis le 20 décembre plusieurs mouvements d'éléments armés ont été bloqués, de même qu'à DEKOA par les casques bleus Burundais. Ces actions de blocage des mouvements d'éléments armés ont été décisifs pour déjouer leur plan de se regrouper et d'attaquer Bangui. A BOUCA, les luttes intestines entre différentes factions anti-Balakas n'ont pas fait de victimes au niveau de la population. L'intervention de la Force, en liaison avec les autres composantes de la MINUSCA a permis un retour au calme.

A l'ouest, la situation reste volatile mais les verrous mis en place par la force au sud de Bangassou, à Bouar, Bossemtélé, Bossembélé et Damara ont permis jusqu'ici d'empêcher le regroupement et la jonction des différents éléments de la CPC en vue d'une marche sur Bangui. C'est ainsi que les casques bleus ont efficacement contrôlé les axes, appuyé et recueillis les éléments des forces de défenses et de sécurité centrafricaine dans plusieurs localités de Béloko à Bossembélé. Des patrouilles robustes sont menées de jour comme de nuit dans les villes et sur les axes pour dissuader les éléments armés et assurer la protection des populations. Plusieurs opérations de secours et de soutien ont été conduites au profit d'autorités nationales, de personnels d'ONG internationales et d'éléments des forces de défense et de sécurité.

A Bangui, la situation a été relativement calme mais des rumeurs persistantes d'attaques continuent de peser sur le quotidien des populations. Afin de rassurer ces dernières, des patrouilles de présences sont conduites de façon régulière dans Bangui et ses environs, en liaison avec les FACA et les FSI. Le dispositif de sécurisation de la ville de Bangui est mis en œuvre conformément au PISE et tous les accès vers Bangui font l'objet d'une surveillance particulière de la part de toutes les parties prenantes, aussi bien celle de la MINUSCA à travers le JTFB que les forces de défense et de sécurité centrafricaines et leur partenaires bilatéraux.

Globalement, la situation a connu une légère accalmie depuis la tenue des élections, elle reste volatile mais sous contrôle, et la Force met en œuvre l'ensemble de ses moyens humains et matériels au service de la sécurisation. Hier, la cérémonie d'adieu aux cinq camarades décédés récemment, a constitué une opportunité pour rappeler encore une fois les sacrifices consentis par les casques bleus au service de la paix partout dans le monde et en particulier ici en Centrafrique.

ACTIVITES CIMIC

Dans le cadre des activités civilo-militaire, à Bangui, les casques bleus ont distribué 106.100 litres d'eau potable la semaine dernière dans les camps des personnes déplacées internes et dans les écoles de police et de gendarmerie pour un total de 6.860 bénéficiaires.

Dans la région Ouest, le 25 décembre, les casques bleus bangladais ont distribué des aliments secs et des vêtements aux enfants et aux femmes à l'extérieur du canton de BOUAR. Aussi, du 25 au 30 décembre, l'équipe CIMIC bangladaise a mené des activités médicales à BOUAR et à

BOCARANGA. Au total, 29 patients ont été traités. Par ailleurs, le 30 décembre, les casques bleus camerounais ont distribué 12 000 litres d'eau potable au profit de 800 personnes à BOSSANGO. Les 25, 26 et 28 décembre, les casques bleus péruviens ont approvisionné le camp de l'USMS avec 9500 litres d'eau potable au profit de 150 personnes.

Au Centre, plusieurs activités CIMIC ont été conduites la semaine passée. Du 29 au 31 décembre, les casques bleus bangladais ont mené une activité médicale à KAGA-BANDORO, 16 patients locaux ont été soignés. Aussi, les 30 et 31 décembre, pendant deux jours consécutifs, l'hôpital spécialisé de niveau II du Bangladesh a organisé un programme de lavage des mains et un cours de sensibilisation à l'hygiène personnelle au profit de la population locale. Des masques faciaux et des désinfectants ont été distribués. Par ailleurs, les 28 et 31 décembre, l'équipe CIMIC des casques bleus pakistanais et le commandant de patrouille s'est rendu respectivement à Botto Axis et dans les villages aux environs de KAGABANDORO pour s'enquérir de la situation sécuritaire dans la région. Des ballons de football, des livres de coloriage, des jouets, des crayons de couleur ont également été distribués aux villageois.

A l'Est, en fin décembre, les casques bleus marocains ont mené une activité multidisciplinaire dans le village de Gamana Bondo situé PK12 sur l'axe Bangassou-Gambo. Ainsi, des articles éducatifs et du matériel de santé bucco-dentaire très nécessaires ont été remis aux élèves et aux enseignants de l'école mixte de Gamana Bondo. L'équipe CIMIC marocaine a également sensibilisé le public, en particulier les femmes, à la violence sexiste en période électorale. En outre, plus de trois tonnes d'eau potable ont été distribuées pendant cette saison sèche.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Pour la composante Police, la semaine écoulée a été essentiellement marquée par des activités de sécurisation de la fête du nouvel an ainsi que la poursuite des opérations post-électorales de sécurisation de la population.

Dans le cadre de la célébration de la fête du nouvel an et pour permettre à la population de Bangui et des provinces, de célébrer la Saint Sylvestre dans la quiétude, des équipes composées d'Officiers de Police Individuels des Colocations, des unités de police constituées (FPU) et de la JTFB, en appui aux FSI ont effectué des patrouilles nocturnes mixtes et robustes le 31 décembre 2020.

A cet effet, le Chef de la Composante Police de la MINUSCA le Général de Division Pascal CHAMPION et le chef des opérations UNPOL ont fait une descente sur le terrain où ils ont sillonné toutes les zones couvertes par les patrouilles UNPOL. L'objectif était de s'assurer de l'effectivité et contrôler le dispositif sécuritaire mobile et statique mis en place pour protéger la population.

Le 04 janvier, les Officiers UNPOL chargé des ressources humaines et celui de la conduite et discipline, ont rencontré respectivement l'Inspecteur Central et le Chef du Bureau 1 de la Gendarmerie pour des échanges sur l'appui UNPOL à la gestion des ressources humaines FSI.

ACTIVITES POST-ELECTORALES

Conformément au Plan Intégré de Sécurisation des Elections, la composante Police de la MINUSCA continue sa mission de protection des populations civiles.

Ainsi, les unités de protection rapprochée (PSU) et les unités de police constituée (FPU) continuent leur mission d'escorte et de protection des hautes personnalités ainsi que la sécurisation de l'acheminement des Procès-Verbaux des arrondissements vers l'ANE.

Le 31 décembre, les UNPOL de Paoua et de Berberati ont assuré la couverture sécuritaire de l'acheminement à Bangui, par vol UN des plis renfermant les résultats électoraux des préfectures de l'Ouham-Pende et de Mambéré Kadei. Les colis ont été embarqués, sous la responsabilité des Présidents de l'ASPE.

Par ailleurs, les UNPOL en colocation au Commissariat du 6ème Arrondissement, ont participé et sécurisé le 30 décembre, une séance de sensibilisation organisée par la Section Affaires Civiles de la MINUSCA sur la protection des civils, la gestion de l'information et la prévention des conflits post-électoral, au profit des conducteurs de taxi moto. L'objectif de cette séance était de conscientiser les participants sur la gestion de l'information et la prévention des conflits post-électoral.

A cette occasion, UNPOL a exhorté les participants à éviter d'amplifier des informations pouvant susciter des violences en cette période post-électorale, et à bien gérer les rumeurs, en vérifiant la source et la véracité des informations avant de les relayer.

APPUI OPERATIONNEL AUX FSI

Dans le cadre de la sécurisation de la ville de Bangui et ses environs, les équipes conjointes composées des FSI, UNPOL et la JTFB continuent d'intensifier les patrouilles conjointes sur les différents artères et ronds-points stratégiques de la ville et dans les régions.

UNPOL, avec l'appui de la section justice et affaires pénitentiaires de la MINUSCA, continuent d'apporter l'assistance technique aux FSI dans le cadre des enquêtes ouvertes.

Par ailleurs, UNPOL et la JTFB ont procédé à la sécurisation et le transfèrement de 22 détenus, tous combattants des groupes armés, de Dékoa, Sibut, Grimari et Berberati à Bangui ainsi que l'interpellation de trois individus pour diverses infractions.

Ils ont été remis à la Section de Recherches et d'investigation Criminelle pour la suite de la procédure.

Dans le cadre de la protection des civils, de la promotion de l'Etat de Droit et de l'extension de l'Autorité de l'Etat, les IPOs/UNPOL entreprennent des séances de sensibilisation sur les violences policières, la recherche du renseignement prévisionnel, la gestion de la période post-électorale au profit des Forces de Sécurité Intérieure.

De même, UNPOL continue les séances de sensibilisation pour lutter contre la propagation de la Covid-19 au profit des FSI et de la population civile Centrafricaine.

A Bria, le 31 décembre, UNPOL a animé lors de sa patrouille pédestre, une séance de sensibilisation sur le respect des gestes barrières au profit des habitants du Bloc 17 du site PK-3. Elle a fait don de masques réutilisables et du savon.

Une séance similaire s'est déroulée dans le site des personnes déplacées internes de Mboki à Obo dans la Préfecture du Haut-Mbomou.

© SCPI 2021